

# LE PATRIOTE PROVENCAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14.573 - QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - SAMEDI 30 DÉCEMBRE 1916

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

## ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard  
et Basses-Alpes..... 6 fr. 11 fr. 17 fr.  
Autres départements et l'Algérie..... 6 fr. 11 fr. 17 fr.  
Étranger (Union postale)..... 6 fr. 11 fr. 17 fr.  
Les abonnements partent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois  
Ils sont reçus à l'administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

## ANNONCES

Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. - Réclames : 1.75. - Saits divers : 1.50  
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 4.50 fr.  
Les insertions sont exclusivement reçues  
A Marseille : Chez M. G. Allard, 21, rue Pavillon, et dans nos bureaux  
A Paris : A l'Agence Havas, 8, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

## Les Socialistes et la Défense nationale

La motion votée par le Congrès national socialiste et qui fixe la politique générale du parti relativement à la guerre témoigne d'un excellent esprit patriotique.

Par cette motion, le Congrès affirme en premier lieu le devoir du parti de « participer de toutes ses forces à la Défense nationale », les armes ne devant être déposées que le jour où l'Allemagne aura publiquement prouvé qu'elle est prête à une paix basée sur la reconnaissance du droit. Il approuve en second lieu le vote des crédits de guerre à la Chambre, faisant confiance au groupe parlementaire afin qu'aucun acte ne soit accompli par lui, qui aurait pour conséquence de l'écartier de l'action commune pour la défense du pays. Enfin, le Congrès réclame du gouvernement une politique d'action plus rigoureuse dans l'ordre économique ou militaire, pour que, toutes les forces de la nation étant dressées, le terme de la guerre soit le plus rapproché possible.

Voilà des sentiments et des résolutions qui sont dignes d'un grand parti. La motion qui les formule donne une heureuse conclusion à des débats qui avaient été un peu touffus et qui (autant que l'on en peut juger par des indiscrétions, car la presse n'avait pas été admise à suivre les travaux du Congrès) ont parfois donné lieu à des déclarations plus que décevantes et à de déplorable incidents. On doit se réjouir de constater que, en fin de compte, c'est la thèse de la raison et du bon sens qui l'a emporté contre la thèse abominable des kienthalistes et de leurs alliés.

Cependant, on ne sera pas sans faire la remarque que la priorité en faveur de cette motion patriotique a été adoptée seulement par 1.602 voix contre 1.348. La répartition des mandats dans le vote essentiel est la preuve qu'il y a dans le parti, ou tout au moins dans l'Assemblée des délégués du parti, une très forte minorité qui se refuse à reconnaître et à proclamer les devoirs des socialistes envers la défense nationale. Les divers Congrès socialistes qui se sont réunis depuis les débuts de la guerre ont manifesté l'existence de cette minorité. Et malheureusement, le chiffre de la minorité n'a pas cessé de s'accroître : il égale presque aujourd'hui le chiffre de la majorité.

Ces progrès de l'opposition ont pesé une menace inquiétante sur l'avenir du parti. Nous estimons en effet que le parti socialiste compromettrait à tout jamais sa cause et son renom le jour où, par une décision de la minorité d'aujourd'hui devenue la majorité de demain, il hésiterait à maintenir sa loyale solidarité avec l'ensemble de la nation dans la question capitale de la défense du pays. Ce jour-là, on pourrait dire que, en abdiquant ses devoirs les plus sacrés, il se renierait lui-même.

C'est une étrange erreur des opposants socialistes de s'imaginer qu'ils se placent d'autant plus à l'avant-garde de la démocratie qu'ils combattent plus vivement une vigoureuse politique de guerre. S'il en est vraiment ainsi, eux qui ignorent ou qui ont oublié, on peut leur apprendre ou leur rappeler que, dans toute notre histoire, les démocrates les plus avancés ont mis leur honneur à ne pas renoncer devant l'ennemi, à ne pas se soustraire à l'obligation de défendre contre les envahisseurs la grande patrie de la Révolution. Les plus ardents démocrates de France s'affirmèrent toujours comme les patriotes les plus ardents.

Aux temps héroïques de la Révolution, l'appellation de patriote était synonyme de l'appellation de révolutionnaire. On était patriote parce que l'on était révolutionnaire. Et sans remonter si loin, il nous suffira d'évoquer les souvenirs de la guerre franco-allemande, de ces sombres jours d'angoisse et d'infortune où, alors que tant de gens désespéraient de la patrie, les démocrates les plus fougueux s'obstinèrent à crier malgré tout leur farouche foi patriotique, résolus à lutter jusqu'au dernier souffle afin que la France ne sombrât pas.

Les révolutionnaires de 1916 ne rougiraient-ils pas de se montrer infidèles à la tradition d'un Blanqui, à la tradition de l'indomptable révolté qui ne reconnaissait ni dieu ni maître, mais qui exigeait que l'on sacrifiât tout à la défense de la Patrie en danger ? Les révolutionnaires de 1916 ne savent-ils pas que le grand mouvement insurrectionnel de 1871, cette Commune dont ils ont pourtant coutume de glorifier chaque année le souvenir, surgit il y a quarante-cinq ans d'une irrésistible protestation du peuple de Paris contre les capitulaires ? Les révolutionnaires de 1916 ne savent-ils pas qu'ils se refusent à reconnaître leurs descendants dans les pseudo-révolutionnaires qui emploient en ce moment le meilleur, ou plutôt le pire, de leur activité à mettre des bâtons dans les roues de la Défense nationale.

Les majoritaires du Congrès national

socialiste ont réussi cette fois encore à l'emporter : dans l'intérêt et pour l'honneur du parti, souhaitons qu'ils ne soient jamais contraints de baisser pavillon devant les doctrines néfastes et sacrilèges des capitulaires !

CAMILLE FERDY.

## PROPOS DE GUERRE M<sup>me</sup> de Thèbes

M<sup>me</sup> de Thèbes est morte. Elle était la « pythonisse » officielle ; elle représentait ici-bas l'au-delà convenable, la superstition bien pensante. Elle avait un château, au bord de la Loire, un appartement avenue de Wagram et le Figaro lui a consacré un écho nécrologique. Elle se nommait de son vrai nom, Anna-Victoria Savigny. C'était une brave femme, très bourgeoise de mœurs et d'esprit, un peu mystique. Elle appartenait à une génération romantique, et la Fanny, d'Ernest Feydeau, avait dû faire ses délices sous le second Empire.

Elle eut le mérite de la sincérité. Elle croyait à son rôle de devineresse juste ce qu'il fallait pour le faire croire aux autres. Le tour moralisateur de ses prophéties lui alla beaucoup de sympathies. « Je reste, écrit-elle dans la préface de son dernier almanach, en suivant l'exemple de certaines amies qui se sont depuis la guerre sacrifiées à des œuvres de dévouement. » Cette vieille dame possédait surtout l'expérience du cœur humain. Tant de gens de toutes sortes étaient venus se confier ; elle avait entendu tant de confessions, vu couler tant de larmes. Elle en avait déduit que l'amour libre est une plaie sociale et préchait le mariage à tout venant. Ainsi que George Sand sur la fin de sa vie, elle était tombée dans le sermon.

On n'a pas manqué de dire qu'elle avait tout prévu hormis sa mort. Qui sait ? La préface de son Almanach pour 1917 a le ton d'un testament. Elle mourut en nous promettant la fin de la guerre pour le commencement de l'été prochain, le triomphe des armées alliées et le démantèlement des empires centraux. Tout cela n'a rien de sorcier. Mais M<sup>me</sup> de Thèbes ne se prétendait pas sorcière. Elle avait du bon sens, de la logique et de l'optimisme. Elle versait dans le cœur de sa clientèle un dicton composé de ces trois choses : cette clientèle lui demeura fidèle parce qu'elle n'abusait pas de sa crédulité.

Ce fut une femme droite et fine. Ce qui le prouve bien, c'est que de ces trois almanachs de guerre, elle n'eut pas une ligne censurée.

ANDRÉ NEGIS

## La Mobilisation civile en France

Un projet de loi de M. Henry Bérenger

Paris, 29 Décembre.  
M. Henry Bérenger, sénateur, a déposé aujourd'hui, sur le bureau du Sénat, une proposition de loi instituant la mobilisation civile et organisant la main-d'œuvre nationale en France et dans les colonies. De l'exposé des motifs précédant la proposition de loi, nous détachons les passages suivants :  
L'Angleterre a constitué un Comité national de la main-d'œuvre et l'Allemagne a constitué un service auxiliaire civil. Il n'est pas moins urgent de réaliser en France l'utilisation complète de toutes nos ressources en main-d'œuvre. L'objectif à atteindre peut être ainsi défini :  
1<sup>o</sup> Accroître la production nationale dans les proportions qui sont indispensables pour accélérer la victoire ;  
2<sup>o</sup> Diminuer nos achats à l'étranger ;  
3<sup>o</sup> Améliorer par conséquent notre change ;  
4<sup>o</sup> Assurer à la France la conservation d'une armée économique, condition nécessaire à la victoire, condition prioritaire pour mettre à profit la paix victorieuse.

Notre avis, la mobilisation civile doit viser tous les citoyens de 17 à 60 ans. Pratiquement, elle sera exercée avec le concours des Offices départementaux de placement, dont nous possédons déjà de nombreux modèles, parmi lesquels il faut citer ceux de Nantes, Rennes, Dijon, Marseille, Versailles, Le Mans, Orléans, Melun, Auxerre, Chalon-sur-Saône, Nancy, etc., et qui seront responsables de la bonne utilisation de notre armée civile et économique.

En dehors du procédé de la mobilisation civile individuelle, les Offices départementaux de placement devront constituer un système d'équipes souples, mobiles, aptes à donner des « coups de main » nécessaires aux travaux de l'usine, des champs et des transports.

L'Office central de placement institué au sous-secrétariat d'Etat du Travail et dont c'est la fonction propre, continuera à jouer le rôle de régulateur des besoins entre départements.

Notre projet adapté à nos mœurs l'idée de la mobilisation civile.

Il la réalise avec l'aide de l'autorité civile, sous la discipline des Tribunaux civils. Ceux-ci sont actuellement sans emploi réel et le rôle de leurs audiences étant peu encombré, ils assureront sans faiblesse une justice moins lourde et plus rapide que les juridictions moins nombreuses et souvent lointaines des conseils de guerre.

Nous devons leur faire confiance pour l'application d'une loi de salut public, qui intéresse la vitalité même de la nation. L'application du projet que nous vous soumettons permettra de rendre à l'armée les hommes les plus jeunes du service armé affectés dans les usines et les organisations civiles et militaires à des emplois où les moins valides, les exemptés, les réformés et les hommes âgés peuvent les remplacer.

Notre proposition assurera donc à la fois le renforcement de l'armée du front, et le renforcement de l'armée économique dans toute la mesure où la France peut le réaliser.

## 881<sup>e</sup> JOUR DE GUERRE

### Communiqué officiel

Paris, 29 Décembre.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :

Sur la rive gauche de la Meuse, à la suite de l'intense bombardement signalé dans le communiqué d'hier, et dont la violence s'était encore accrue, les Allemands, en fin d'après-midi, ont prononcé une forte attaque sur un front de plus de trois kilomètres contre nos positions, depuis l'ouest de la cote 304 jusqu'à l'est du Mort-Homme.

L'attaque a été brisée par nos tirs de barrage et nos feux d'infanterie et de mitrailleuses, seules des fractions ennemies ont pénétré dans une de nos tranchées au sud du Mort-Homme.

Sur la rive droite, nous avons dispersé une forte reconnaissance allemande à l'est de l'ouvrage d'Hardaumont.

Nuit calme sur le reste du front.

## AVIATION

Le lieutenant Heurteaux a abattu, le 27 décembre, son seizième avion ennemi à 11 heures 55 sur le bois de Mangues (sud-est de Mivery).

Il est confirmé que le même jour nos pilotes ont abattu, en outre, quatre avions ennemis ; un de ces appareils a été descendu par le lieutenant Loste, qui a remporté ainsi sa sixième victoire, et par le soldat Martin qui, à jusqu'à ce jour, abattu cinq avions.

## L'Effort de la France jugé par les Russes

Pétrograde, 29 Décembre.

Dans la réunion qui a été tenue à l'hôtel de Ville et où plusieurs notabilités russes ont exposé devant un auditoire d'élite l'action de la France dans tous les domaines de la guerre, le dernier orateur a été M. Miloukoff. Le leader du parti cadet a parlé sur « l'âme de la nation française » et a produit une profonde impression. Il a regretté que le Russe n'ait pu rendre pas assez compte du rôle grandiose que joue la France dans la guerre actuelle : « C'est à elle, a-t-il dit, que revient la majeure partie des succès obtenus par les Alliés ; c'est elle qui s'est trouvée aux prises, dès le début des hostilités, avec les deux tiers ou même les trois-quarts des divisions allemandes. »

La victoire de la Marne a sauvé tous les Alliés, et M. Miloukoff a terminé par ces mots : « Durant cette guerre, la France s'est retrouvée au premier rang des sous-sécretsaires français ont salué chaque phrase du grand parlementaire russe et une ovation chaleureuse a été faite à nos compatriotes qui assistaient à cette émouvante réunion. Une autre manifestation d'un haut intérêt est la conférence que le colonel Zavadski a faite sur la défense de Verdun, qui a réuni tous les membres du corps diplomatique. Le ministre des Affaires Étrangères, M. Pokrovski, les présidents de la Douma et du Conseil de l'Empire y assistaient. L'issue de la conférence, une imposante manifestation a eu lieu en l'honneur de la France et des héros défenseurs de Verdun. »

## La Question des Transports et la Crise du Charbon

Paris, 29 Décembre.

L'Écho de Paris dit qu'une Commission du Conseil municipal de Paris s'est réunie au sujet de la question des transports. Le sous-secrétaire d'Etat a dit qu'il était préoccupé de la situation des charbons qui n'étaient pas utilisés en France, notamment dans l'est et dans le nord, et de nombreux remorqueurs à l'étranger. Ces mesures sont actuellement en voie d'exécution. Tout en s'organisant pour développer considérablement le trafic de l'après-guerre, le charbon par voie fluviale, M. Clavelle s'efforce d'augmenter le rendement par voie de terre. Il cite un chiffre rassurant : dimanche dernier cinquante trains de charbon sont venus à Paris sur le réseau du Nord ; c'est, par rapport à l'année dernière, un résultat qui n'avait jamais été atteint depuis que les chemins de fer existent dans ce pays. L'heure supplémentaire de travail des déchargements des mineurs chaque jour se traduit par une augmentation de 12.000 tonnes chaque semaine.

La délégation a été très favorablement impressionnée par les déclarations énergiques de M. Clavelle et sa volonté nettement exprimée d'aboutir.

## La Paix par la Victoire

Il faut réparer nos erreurs

Paris, 29 Décembre.

Les journaux italiens publient, à propos des manœuvres de paix, les déclarations suivantes de M. Franklin-Bouillon, président du Comité exécutif du parti radical et radical-socialiste :

Comme président du parti radical-socialiste, je puis vous dire que l'idée d'une paix prématurée, d'une paix convenue avant que les solutions de justice que poursuivent les Alliés ne soient obtenues, est en horreur à notre pays. S'il était des hommes qui tentent de se faire les propagandistes, ils tomberaient vite sous le mépris public pour ne rien dire de plus.

Après avoir rappelé alors l'ordre du jour voté le 22 octobre dernier par le Congrès du parti et confirmé tout récemment encore par la Fédération de la Seine, M. Franklin-Bouillon continue en ces termes :

Je le répète, nous n'aurions que mépris pour ceux, quels qu'ils soient, qui, en face des difficultés inévitables dans une grande coalition, se déclarent las ou précautionnent le découragement. Sans doute des fautes ont été commises ; nous n'avons qu'à employer toute notre énergie pour les réparer. L'Entente groupant les nations qui luttent pour la liberté du monde dispose de ressources si puissantes qu'il est impossible que la victoire lui échappe, si elle sait s'organiser. Organisons-nous donc, ayons le courage de reconnaître les erreurs qui ont pu

être faites de part et d'autre, en Orient par exemple.

Il dépend de nous de les réparer rapidement et je suis sûr que les Alliés y sont résolus. Partout les Parlements se sont dressés pour que plus de vigueur soit apportée dans la direction de la guerre, pour qu'on mette à la tête des gouvernements des hommes jeunes, énergiques, résolus à tout faire pour hâter la victoire. Je tiens à l'affirmer encore : ces transformations sont la preuve la plus évidente de la volonté de vaincre qui ont tous les Alliés, et s'il faut faire plus encore dans cette voie nul n'hésitera. J'ajoute que cela même ne suffit pas : nous voulons organiser la guerre, nous voulons tout organiser l'après-guerre.

## Les États-Unis et la Guerre

L'Allemagne menacée si elle ne cesse pas la guerre sous-marine aux neutres

Londres, 29 Décembre.

On mande de Washington, de source autorisée, qu'une note sur la question des sous-marins ne sera envoyée à l'Allemagne, mais on ajoute que si de nouveaux cas de torpillage sont constatés, le gouvernement américain mettra immédiatement à exécution la menace contenue dans la note concernant le Suesz de rompre les relations diplomatiques.

La note allemande sur le torpillage du « Delfo »

Washington, 29 Décembre.

Au sujet du torpillage par un sous-marin allemand du vapeur norvégien Delfo la note suivante a été remise par le gouvernement impérial à l'ambassadeur, M. Gérard :

De l'enquête faite par les autorités navales allemandes, il ressort que le navire Delfo, affrété par le gouvernement italien pour transporter du charbon, fut arrêté le 13 octobre de cette année à environ quarante milles marins au sud-est de cap Pola et coulé par le feu de l'artillerie pour avoir refusé assistance à l'ennemi d'une façon contraire à la neutralité (C. F. Art. 46, paragraphe 1, article 3 de la déclaration de Londres sur les lois de la guerre).

Le commandant du sous-marin avait, au préalable, recueilli les papiers de bord du navire et fait descendre l'équipage dans les canots. Une demi-heure fut donnée à l'équipage pour descendre dans les canots. Le temps était beau, le vent extrêmement léger. Les canots n'avaient qu'une distance relativement courte à parcourir pour gagner la côte espagnole.

L'équipage eut donc toutes facilités pour se sauver. L'assertion exprimée par le gouvernement américain que les Américains à bord du Delfo se sont trouvés en danger n'est donc pas justifiée.

## Le Maréchal Joffre

Sa nomination bien accueillie en Amérique

New-York, 29 Décembre.

La nouvelle que le gouvernement français avait décidé d'élever le général Joffre à la dignité de maréchal de France a été approuvée par tous les journaux américains et par l'opinion publique tout entière. La popularité de Joffre est restée la même aux États-Unis et sa silhouette, quand elle apparaît au public sur l'écran du cinéma, est toujours l'objet d'ovations enthousiastes. Aussi la récompense officielle décernée par le gouvernement de la République au vainqueur de la Marne est-elle particulièrement appréciée ici.

Le maréchal est toujours à Paris

Paris, 29 Décembre.

On dément les informations des journaux du soir disant que le maréchal Joffre est parti pour Rivesaltes. Un reporter a été reçu par M. Joffre qui lui a déclaré que le maréchal n'avait pas quitté Paris.

## IL Y A UN AN

### Jeudi 30 Décembre

Dans les Vosges, duel d'artillerie assez intense. L'ennemi a bombardé sans effet nos positions sur le front de Barzeville et sur les pentes nord de l'Artemois. L'ennemi a tenté de réoccuper le comble.

Sur le reste du front, calme relatif. L'ennemi a tenté de réoccuper le comble.

## LA GUERRE

### Les Allemands attaquent en vain sur la rive gauche de la Meuse

### L'ATTITUDE DU ROI DE GRÈCE

Paris, 29 Décembre.  
Les ministres se sont réunis ce matin à l'Élysée sous la présidence de M. Poincaré. M. Briand, président du Conseil qui, en raison de son état de santé continu à garder la chambre, n'assistait pas à la délibération, MM. Ribot, ministre des Finances et Albert Thomas, ministre de l'Armement, de retour de Londres, étaient présents. La séance a été consacrée à l'examen de la situation militaire, navale et diplomatique.

### La Guerre en Orient

#### Galata bombardée par des avions alliés

Londres, 29 Décembre.

L'Amirauté communique la note suivante : Une escadrille d'aéroplanes navals a bombardé avec succès le 26 décembre des campements ennemis à Galata, dans la presqu'île de Gallipoli.

Une autre escadrille a détruit, le 27 décembre, le pont de Chikhal, à 15 milles à l'est d'Adana.

La ligne Bagdad-Constantinople serait coupée

Londres, 29 Décembre.

Le Daily Mail, au sujet du communiqué de l'Amirauté, dit que par suite de la destruction par les hydroaéroplanes anglais du pont de Chikhal qui passe sur la rivière Djihoun, la ligne de Bagdad à Constantinople serait ainsi coupée.

### Les Événements de Grèce

Le roi Constantin contre l'Entente

Paris, 29 Décembre.

Le Journal reçoit de son correspondant dans les Balkans, M. Edouard Helsey, une lettre très intéressante dont voici les passages principaux :

Il n'est plus permis de douter : Constantin est décidé à agir contre nous. Il s'enhardit peu à peu et il attend seulement une occasion favorable pour prendre résolument position aux côtés de l'Allemagne. C'est à dire qu'au printemps prochain quand nous aurons poussé nos offensives qui se heurtent déjà à de grosses masses allemandes libérées par la défaite de la Roumanie, l'armée régulière grecque (50.000 ou 60.000 hommes) constituera une grave menace.

La chose est certaine ; des approvisionnements ont été accumulés en Thessalie pour plusieurs semaines de campagne ; la flotte ne peut bombarder que les côtes et les sous-marins qui pullulent dans l'Égée rendent très difficile un blocus effectif.

Athènes, 29 Décembre.

Le parti militaire continue à répandre activement des idées de guerre. Au cours d'une réunion récente au Cercle militaire, le général Callaris et un grand nombre d'officiers supérieurs ont voté à l'unanimité une motion demandant que la guerre soit déclarée à l'Entente. Dans les milieux commerciaux, qui sont très touchés par le blocus, on craint la ruine prochaine si la paix n'est pas assurée. On croit à Athènes que les termes de la note des Alliés seront acceptables par la Grèce, et cette nouvelle a causé un grand désappointement dans les milieux militaires du palais, qui désirent rompre avec les Alliés.

Paris, 29 Décembre.

Au moment où les outrages prodigués à l'Entente par le roi Constantin mettent en pleine lumière les vrais sentiments de ce souverain, il n'est pas inutile de rappeler qu'en août 1916, un professeur d'histoire, de la Cour, nommé Sphyris, publiait à l'Élysée une brochure intitulée : « La Grèce et l'Italie ». Cette brochure qui eut dans toute l'Europe un grand succès, révélait les buts secrets poursuivis par Constantin.

L'Italie, déclare le professeur Sphyris, doit être punie. La place qu'elle avait justifiée, dans la Triple, est prise par un autre Etat. Cet Etat doit être la Grèce, car elle peut remplacer l'Italie militairement, politiquement, économiquement et servir de contrepoids à cette puissance.

Le professeur Sphyris dit encore : La Grèce doit écartier la guerre de son territoire en demandant que les troupes débarquées par l'Entente soient réembarquées, les désarmant et les internant si elles passent la frontière grecque. Si elle ne peut empêcher le débarquement de nouvelles troupes, elle doit à chaque fois, protester énergiquement. En tout cas, elle doit susciter aux troupes débarquées toutes difficultés possibles à propos de leur transport, de leur approvisionnement, etc.

Les moyens préconisés par le professeur Sphyris ont été justifiés appliqués à la lettre par le roi Constantin. Les révélations de cette brochure ne sauraient laisser indifférent aucun des gouvernements de l'Entente, mais elle méritait d'être méditée, surtout avec vue d'attention à Rome que partout ailleurs.

Les troupes du gouvernement provisoire

Salonique, 29 Décembre.

M. Venizelos qui s'était rendu à Mitylène accompagné du général Genin, chef de la mission militaire française près des armées du gouvernement provisoire, est rentré à Salonique. Tous deux rapportent une excellente impression de leurs constatations tant en ce qui concerne les sentiments des populations pour le mouvement national qu'en ce qui concerne l'état de formation des troupes. Les volontaires et les classes appelées donnent un contingent dont l'instruction, la tenue et le moral sont remarquables.

Dans peu de jours, de nombreuses classes de réservistes seront appelées ; ce qui prouve, pour l'archipel d'Asie Mineure est le centre, des forces importantes déjà excitées prêtes à prendre les armes. Elles iront prochainement rejoindre les régiments grecs au front. Un de ces régiments grecs a été défilé

### Les Voleurs de Nickel au Canada

Londres, 29 Décembre.

On mande au Daily Telegraph, de Montréal : Sept Canadiens employés à l'arsenal de Québec viennent d'être arrêtés sous l'inculpation d'avoir volé du nickel au gouvernement. Environ trois tonnes de nickel en lingots ont été saisies, dissimulées dans des tonneaux de whisky qui étaient prêts à être expédiés à des agents allemands aux États-Unis.

Une firme importante germano-canadienne est impliquée dans l'affaire. Les autorités ont arrêté avoir mis la main sur une bande or-











